

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 07/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARP OSIS SUD EST (Ex SUEZ RV OSIS SUD-EST / ex SRA SAVAC)

Z.A.C de Tournezy
74 rue Maurice Le Boucher
34000 Montpellier

Références : UD34/H2/2023/124
Code AIOT : 0006600911

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2023 dans l'établissement SARP OSIS SUD EST (Ex SUEZ RV OSIS SUD-EST / ex SRA SAVAC) implanté 21 rue Joliot Curie Zone Industrielle du Capiscol 34515 Béziers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OSIS SUD EST (Ex SUEZ RV OSIS SUD-EST / ex SRA SAVAC)
- 21 rue Joliot Curie Zone Industrielle du Capiscol 34515 Béziers
- Code AIOT : 0006600911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OSIS SU EST exploite depuis 1994 une unité de pré traitement des eaux hydrocarburées et de regroupement d'effluents acides, alcalins et solvantés implantée dans la Zone Industrielle du Capiscol sur la commune de Béziers.

Le site de Béziers collecte et regroupe également des déchets solides dangereux et non dangereux tels que des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), des déchets banals (papiers, cartons, plastiques) et des emballages souillés; une partie des emballages souillés est

broyée sur place avant évacuation

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Entretien des moyens d'intervention
- Détections

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	situation administrative	AP Complémentaire du 21/08/2012, article 1.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Entretien et moyens d'intervention	AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Consignes	AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Installations électriques	AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Entretien - Maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit faire un point sur sa situation administrative et prendre toutes les dispositions en les justifiant pour qu'un éventuel incendie des stockages situés au sud du site ne puisse se propager à l'extérieur du périmètre de l'installation classée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/08/2012, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rubriques:</p> <p>2718 (A) Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719, 2. la quantité des substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS et supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations Quantité stockée sur le site : une cuve aérienne de 25 m3 de solvants, une cuve aérienne de 25 m3 contenant des liquides inflammables de 1ère catégorie, deux cuves aériennes de gazoil de 3 m3 chacune soit une capacité totale équivalente de 31,8 m3 Déchets dangereux diffus : Tonnage maximal de déchets entreposés sur le site fixé à 200 tonnes</p> <p>2790.1.b (A) Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770, 1. les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement, b) la quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations, Installation de traitement de déchets hydrocarburés : une cuve aérienne de 50 m3 d'eaux hydrocarburées, un débourbeur de 6 m3 contenant des liquides et des matières solides décantées, un déshuileur de 12 m3 contenant un mélange d'eau hydrocarburée et d'huile, quantité maximale de déchets traités fixée à 3 tonnes par jour.</p> <p>2791.2 (DC) Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant : 2/ inférieure à 10 t/j, Un broyeur à emballages (bidons et fûts) d'une capacité de traitement maximale fixée à 2 tonnes par jour.</p> <p>2795 (D) Installation de lavage de fûts, containers Quantité d'eau mise en œuvre inférieure à 20 m3 par jour.</p> <p>[...] Le tonnage annuel maximum de déchets traités sur le site est fixé à 5000 tonnes.</p>
<p>Constats : L'inspection observe la présence à l'extérieur du bâtiment, au Sud du site (coté installations MINGUEZ) le stockage contre la clôture de 15 m³ de palette de bois et près de 110 m³ de récipients plastiques vides (volumes estimés avec l'exploitant). En cas d'incendie de ces palettes de bois et récipients plastiques, les flux thermiques seraient susceptibles de se propager à l'extérieur du site.</p>

Il est demandé à l'exploitant de prendre sans délai toutes les dispositions en les justifiant pour qu'un éventuel incendie des stockages précités ne puisse de propager à l'extérieur du site. L'inspection constate la présence des différentes cuves aériennes indiquées au point 1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/08/2012 ainsi qu'un container vide muni d'un système d'extinction automatique utilisé pour le stockage de solvant chlorés au nord du site. L'exploitant présente à l'inspection un document indiquant que la quantité de déchets dangereux présent sur le site le 23 mai 2023 était de 120 tonnes mais il n'a pas pu indiquer la quantité de déchets présente sur le site le jour de l'inspection. Il est demandé à l'exploitant de faire un point sur la situation administrative de son installation et mettre en place un dispositif permettant de s'assurer que la quantité de déchets présents sur son site au titre de la rubrique ICPE 2718 reste conforme à l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 août 2012.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Entretien et moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entretien des moyens d'intervention :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : l'inspection examine:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport des RIA (bulletin de visite 338006) établi par la société SERMI Matériel Incendie suite à la visite du 12/12/2022 : RAS - le rapport des extincteurs (bulletin de visite 338003) établi par la société SERMI Matériel Incendie suite à la visite du 12/12/2022 : la vérification des extincteurs est bien indiquée mais leur conformité n'est pas notée. <p>Il est demandé à la société SARP OSIS Sud-Est de s'assurer que les extincteurs mis en place sont conformes.</p> <p>L'inspection consulte par sondage le registre de sécurité: la date des derniers contrôles des extincteurs et des RIA sont indiqués mais les observations suite à ces contrôles ne sont pas inscrites.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de tenir à disposition de l'inspection des installations classées un registre conforme à l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2008.</p> <p>L'inspection examine le rapport INEO pour la maintenance du système de sécurité incendie établi suite à sa visite du 24/06/2022 : 2 « observations réglementaires » :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 : 1 sirène HS entrepôt, zone lavage emballages 2 : Zone 16 : linéaire hors service car réarmement impossible. <p>La société SARP OSIS Sud Est déclare à l'inspection sans pouvoir le justifier avoir levé les observations indiquées dans le rapport INEO.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que les observations mentionnées dans le rapport INEO précité ont bien été levées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Consignes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection un document intitulé « registre de sécurité centre de transit site Béziers » sur lequel sont notés les résultats de l'inspection visuelle des cuves et des rétentions. Le dernier contrôle date du 30/12/2022. L'exploitant déclare à l'inspection que ces vérifications sont effectuées semestriellement et indique sans pouvoir le justifier, avoir mis en place une consigne écrite qui précise les vérifications à effectuer. Il est demandé à l'exploitant de mettre à disposition de l'inspection une consigne écrite relative aux vérifications à effectuer pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention en application de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2008.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2008, article 7.2.3
Thème(s) : Autre, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables (norme NFC 15-100 notamment).
Constats : L'inspection examine le rapport de vérification des installations électriques (n° 9030214-008-1) du 31/05/2023 établi par la société APAVE : 7 observations dont 4 récurrentes. Les observations sont de simples préconisations. Il est demandé à l'exploitant de lever les préconisations émises dans le rapport de la société APAVE précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Entretien - Maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Autre, Maîtrise des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant définit et met en oeuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>Constats : L'exploitant présente à l'inspection un tableau de maintenance où sont notés quelques équipements contrôlés avec leur périodicité. L'inspection note que la vérification des détecteurs de chaleur n'est pas indiquée. L'exploitant déclare à l'inspection que depuis le début d'année 2023, le logiciel de gestion de la maintenance Synergie a été remplacé par le logiciel Memory Flow. Le transfert des données entre les deux logiciels est en cours et se fait manuellement, l'exploitant doit rentrer chacun des équipements de maintenance sans avoir accès à la maintenance Synergie. Il est demandé à la société SARP OSIS Sud Est d'indiquer et de justifier les dispositions prises pour s'assurer que l'ensemble des données du logiciel de gestion Synergie seront bien toutes reprises dans le logiciel Memory Flow . L'exploitant n'a pas pu : - présenter à l'inspection un plan des zones ATmosphères Explosibles (ATEX) du site, - justifier à l'inspection que l'éclairage compris dans la zone ATEX de la cuve de solvant est bien conforme à la réglementation ATEX. Il est demandé à l'exploitant de tenir à disposition de l'inspection un plan représentant les zones ATEX du site et de s'assurer en le justifiant que les équipements présents dans ces zones sont bien conformes à la réglementation ATEX .</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois